21/11/2001

(A)

- Arrêt commercial -

Audience publique du vingt-et-un novembre deux mille un.

Numéro 20460 du rôle.

Composition :

Irène FOLSCHEID, premier conseiller ;
Monique BETZ, premier conseiller ;
Charles NEU, conseiller ;
Nico EDON, premier avocat général ;
Pascale BIRDEN, greffier.

Entre:

la VILLE DE LIEU1), représentée par son Collège des
Bourgmestre et Echevins, (...)

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Jean-Claude
STEFFEN d'Esch-sur-Alzette en date du 28 mars 1997,

comparant par Maître Gérard A. TURPEL, avocat à la Cour à
Luxembourg,

et:

la société anonyme (SOC1) S.A., établie et ayant son siège
social à ADR1), représentée par son
conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit STEFFEN,

comparant par Maître Lydie LORANG, avocat à la Cour à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Vu l'arrêt du 1^{er} février 2001.

Conformément à cet arrêt, il a été procédé le 6 mars 2001 dans l'immeuble sis à ADR1), à une vérification des faits litigieux en présence respectivement des parties et de leurs représentants.

La VILLE DE LIEU1) demande paiement à la société SOC1) S.A. des montants figurant sur les décomptes annuels s'échelonnant de mars 1986 à mars 1993 pour la somme de 334.355,- francs représentant la consommation d'électricité saisie par le compteur électrique n° 1001), selon elle erronément facturée à la société SOC2) et remboursée par la suite à cette dernière.

SOC1), qui ne nie pas avoir occupé les locaux du premier étage et avoir consommé de l'électricité pendant la période litigieuse, fait valoir que si en vertu des règlements communaux en vigueur, c'est l'abonné qui est redevable de la taxe de consommation d'électricité, il n'en reste pas moins que l'abonné est tenu uniquement de la taxe sur la consommation qu'il effectue.

Les relations entre parties s'analysant en un contrat de vente à l'abonnement, c'est à juste titre que SOC1) se prévaut de l'article 1315 du code civil qui impose à la partie qui réclame l'exécution d'une obligation de la prouver.

En l'espèce, l'intimée soutient que cette preuve n'est pas rapportée et elle conteste les affirmations de l'appelante relatives à l'erreur commise quant à l'attribution du compteur litigieux n° 1001).

De la vérification des faits litigieux effectuée sur place, il échet de retenir que le compteur n° 1001) se trouvait toujours installé sur le tableau de distribution d'électricité, que l'installation de ce compteur, qui était un modèle ancien s'y trouvant depuis longtemps, et en tout cas avant 1985, n'avait pas été modifiée et qu'il alimentait pendant toute cette période l'appartement occupé au premier étage par SOC1), ne saisissant donc pas de consommation d'électricité faite par SOC2) installée au rez-de-chaussée du même immeuble.

Il résulte de la lecture des relevés annuels de la période litigieuse de mars 1986 à mars 1993 que le seul compteur établi au nom de SOC1) était celui portant le numéro 1002), et d'après les renseignements fournis sur place par un représentant de la VILLE DE LIEU1), il s'agissait en l'espèce d'un compteur à gaz.

Comme les relevés correspondant à ce compteur ont toujours été réglés par (S0C1), la conclusion s'impose que pendant la susdite période, l'intimée n'a en fait réglé que les décomptes relatifs à sa consommation de gaz, alors pourtant qu'elle ne nie pas avoir également consommé du courant électrique.

Il est sans intérêt de savoir ce qu'il est advenu du compteur n° (U03) assurant la lecture de la consommation d'électricité en triple tarif de l'abonné « (S0C3) », ce compteur se rapportant à des locaux situés au rez-de-chaussée, et la VILLE DE (LIEU1) n'ayant jamais soutenu qu'il serait à mettre en rapport avec (S0C1).

Le fait que le compteur à gaz n° (U02) n'existait plus au moment de la vérification des faits sur place n'est pas non plus de nature à avoir une quelconque incidence, (S0C1) ayant toujours réglé sans aucune contestation les relevés y correspondant pour la période litigieuse.

De tout ce qui précède, la Cour tient pour avéré que le compteur n° (U01) saisissait bien la consommation d'électricité effectuée de mars 1986 à mars 1993 par (S0C1) qui est donc en principe redevable des taxes de consommation afférentes telles qu'elles se dégagent des décomptes annuels établis sur base de la lecture du compteur.

Cette conclusion s'impose d'autant plus que déjà au début de l'occupation des locaux au premier étage par (S0C1), c'est-à-dire en février et mars 1993, l'intimée était selon les relevés mensuels l'abonnée du compteur n° (U01), que l'installation de ce compteur n'a subi entretemps jamais de modification et que suite à la découverte de l'erreur dans la transcription du compteur du premier étage au nom de l'occupant du rez-de-chaussée, ce compteur a de nouveau été transcrit à partir de novembre 1993 sur (S0C1) qui depuis en a réglé les relevés.

Se basant sur l'article 2277 du code civil en vertu duquel « se prescrivent par cinq ans les actions de paiement ... de tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts », l'intimée fait valoir qu'en l'espèce la prescription est requise, du moins en ce qui concerne les factures de 1986, 1987 et 1988.

L'appelante conteste que la prescription quinquennale s'applique en l'espèce, les créances soumises à cette prescription devant présenter le caractère de fixité et périodicité, et le caractère de fixité n'étant pas rempli en l'occurrence, « puisque les prestations de la VILLE DE (LIEU1) étaient variables à chaque échéance, suivant la quantité consommée ».

Cet argument est à rejeter, l'intimée soutenant à juste titre que l'article 2277 du code civil a été reconnu applicable à l'ensemble des créances payables annuellement ou à des termes périodiques plus courts, notamment aux factures d'électricité, la condition de la fixité de la créance ayant été abandonnée par la jurisprudence (Jurisclasseur Civil art. 2270 à 2278 fasc. 100 n° 148).

L'appelante ne saurait pas non plus reprocher à l'intimée d'avoir omis volontairement de signaler le montant « ridicule » qui lui était facturé, dans la mesure où il incombait aux services compétents de la VILLE DE LIEU1) de veiller à une installation correcte des compteurs permettant une exacte lecture des consommations effectivement faites.

Le reproche que l'intimée aurait volontairement omis de procéder à la déclaration d'usage lors de son entrée dans les lieux ne saurait valoir dès lors qu'il est constant que l'erreur a été commise par la VILLE DE LIEU1) suite aux déclarations de déménagement faites par le propriétaire et par le curateur de la société faillie ayant précédemment occupé les lieux.

Finalement et pour autant que la VILLE DE LIEU1), en invoquant la règle « contra non valentem agere non currit praescriptio », entend bénéficier d'une suspension de la prescription, il échet de relever que s'agissant d'un éventuel cas de suspension résultant de la force majeure, les conditions d'application n'en sont pas données, dès lors que l'erreur relative au compteur n° 1001) n'était pas invincible, rien n'empêchant en effet les services de lecture de la VILLE DE LIEU1) de s'assurer à tout moment, et plus particulièrement en cas de changement d'abonné, de l'attribution correcte des compteurs.

C'est à bon droit partant que l'intimée oppose la prescription quinquennale, qui eu égard à la date de la demande en justice (20 avril 1994) s'applique aux décomptes de mars 1986, mars 1987, mars 1988 et mars 1989.

La demande n'est dès lors fondée que jusqu'à concurrence du montant de 237.315,- francs au paiement duquel il convient par réformation de condamner l'intimée (S0C1)

(S0C1) succombant sur l'essentiel des revendications adverses en instance d'appel dont elle supportera les frais, sa demande en obtention d'une indemnité de procédure sur base de l'article 131-1 du code de procédure civile est à rejeter.

Concernant la demande de l'appelante en obtention d'une indemnité de procédure, il échet de l'en débouter eu égard au fait que l'affaire a trouvé son origine dans sa propre carence.

Par ces motifs :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, le Ministère Public entendu en ses conclusions,

déclare l'appel fondé ;

réformant :

condamne (SCC1) S.A. à payer à la VILLE DE LIEU1)
la somme de 237.315,- francs avec les intérêts légaux à partir du jour
de la demande en justice jusqu'à solde,

déboute les parties de leurs demandes basées sur l'article 131-1 du
code de procédure civile ;

condamne (SCC1) S.A. aux frais et dépens des deux instances
et ordonne la distraction de ceux de l'appel au profit de Maître Lydie
LORANG sur ses affirmations de droit.